



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

activités

Question au Gouvernement n° 4190

Texte de la question

ALSTOM

M. le président. La parole est à M. Frédéric Barbier, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

M. Frédéric Barbier. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Je veux y associer le président du groupe socialiste, écologiste et républicain, Bruno Le Roux, puisque le siège d'Alstom se trouve dans sa circonscription.

Le 7 septembre, le PDG d'Alstom annonçait la fermeture, d'ici 2018, de son site historique de Belfort.

M. Pierre Lellouche. On n'a qu'à y construire des Rafale !

M. Frédéric Barbier. Immédiatement, le Président de la République et le Gouvernement, d'une façon très volontariste, se sont saisis du dossier. Avec 400 emplois directs et 800 emplois dans la sous-traitance, ce sont plus de 1 000 familles et tout un territoire qui vivaient avec la terrible crainte de voir disparaître leur avenir familial, professionnel et économique. L'État doit s'engager en faveur des salariés pour que le site de production de Belfort, avec son ingénierie, sa filière de recherche et développement ainsi que ses services, soit pérennisé. Nous voulons encore être fiers de notre savoir-faire à la française, de nos technologies, et de notre expérience.

Oui, il faut plus d'État, pour reconstruire l'outil industriel excessivement dégradé que nous a laissé le précédent gouvernement de droite.

M. Jacques Myard. Oh !

M. Frédéric Barbier. Oui, il faut des mesures qui permettent de sauvegarder à moyen terme le site de Belfort puis de le pérenniser. Oui, il faut un État stratège, qui intervient, protège et permet à nos entreprises de renouer avec le succès. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Christian Jacob. Un gouvernement stratège, ce serait une bonne chose aussi !

M. Frédéric Barbier. L'État l'a fait lors du sauvetage de Peugeot Citroën, dès 2012.

Oui, enfin, la solidarité, cette valeur en laquelle nous croyons, continuera d'irriguer notre action, malgré les cris de ceux qui veulent souvent y voir de l'assistanat.

Monsieur le Premier ministre, je tiens à vous remercier, vous et le gouvernement que vous dirigez, pour l'effort important que vous consacrez au sauvetage de l'usine de Belfort et de la filière du transport ferroviaire. L'État doit jouer son rôle dans l'histoire industrielle de la France. Alstom est l'histoire ; Alstom est la France. Monsieur

le Premier ministre, pouvez-vous détailler le plan proposé par le Gouvernement et négocié avec Alstom ?
(*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, vous connaissez bien ce dossier et vous avez eu raison de rappeler que l'État stratège doit s'engager. J'ai déjà évoqué les trois axes qui permettent aujourd'hui de voir l'avenir avec plus d'optimisme pour ce groupe et pour ses salariés.

Je l'ai dit, le maintien de la charge de travail à Belfort et celui de notre avance technologique en matière ferroviaire passe d'abord par une transformation, une modernisation de la production sur le site. Ainsi, Alstom et l'État consacreront 30 millions d'euros, d'ici deux ans, aux activités d'ingénierie touchant au développement du TGV du futur. Alstom investira également 30 millions, d'ici 2018, pour développer et industrialiser une plateforme de locomotives de manœuvre hybrides ou diesel, bien adaptées au marché.

Ce n'est donc en rien, messieurs Bussereau et Hamon, du « bricolage » ; c'est de la stratégie. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Si vous connaissiez le dossier et si vous aviez écouté les annonces présentées ce matin par le PDG d'Alstom et le secrétaire d'État Sirugue, vous n'auriez pas utilisé cette expression. Oui, grâce à cette vision stratégique, nous avons pérennisé le site d'Alstom.

M. Jean-Luc Laurent. Très bien !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Le deuxième axe repose sur le développement des activités de maintenance et de nouvelles activités de services. Belfort doit devenir le centre européen de référence de la maintenance des locomotives du groupe Alstom. Nous avons obtenu que cette activité emploie 150 salariés, contre 60 initialement prévus par l'entreprise.

Le troisième axe, enfin, concerne la diversification des activités du site et l'investissement dans les activités d'avenir : d'ici 2020, Alstom investira 5 millions d'euros pour préparer la production à Belfort d'autres types de véhicules, plus modernes et innovants.

Vous le voyez, l'État et l'entreprise ont su travailler ensemble. Il s'agit bien d'engager une transformation profonde du site de Belfort, en lui offrant de nouvelles opportunités de croissance.

Mais, nous le savons, cette transformation prendra du temps, et, dans l'intervalle, il est nécessaire de garantir l'activité du site. Or cette activité sera, et nous l'assumons, assurée par des commandes nouvelles. Nous avons consulté la SNCF pour faire le point sur les commandes en cours et donner de la visibilité à Alstom, et il y aura des commandes.

Nous, nous assumons le rôle de l'État stratège, nous, nous assumons le rôle des services publics, quand l'opposition, elle, propose de faire des économies de 150 milliards et de mettre en cause à la fois l'État stratège et les services publics. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Mesdames et messieurs les députés de l'opposition, je le dis avec d'autant plus de conviction que, comme de nouvelles études le montrent, nous avons stoppé le déclin industriel de notre pays. (*Mêmes mouvements.*) Et si cela a été possible, c'est parce que nous avons agi, vous connaissez bien ces dossiers, monsieur Barbier : nous avons agi sur PSA Peugeot Citroën ; nous avons agi sur Renault ; nous agissons sur les chantiers navals STX ; nous agissons sur DCNS ; nous agissons sur Alstom.

Mme Laure de La Raudière. Et sur Florange ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Nous avons une vision stratégique qui permet à la France de garder son industrie, son indépendance, ses salariés, ses entreprises. Voilà ce qui nous différencie de ceux qui ne savent

que critiquer, au moment où nous rencontrons des succès, de ceux qui n'ont pas la bonne vision du monde. Notre vision du monde, c'est celle d'un État qui regarde le monde tel qu'il est et qui agit pour sauver notre industrie et nos emplois. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. Christian Jacob. Détendez-vous, plus que trois mois avant Noël !

Données clés

Auteur : [M. Frédéric Barbier](#)

Circonscription : Doubs (4^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4190

Rubrique : Transports ferroviaires

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 octobre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [5 octobre 2016](#)